

280 agents de CIMTOGO dénoncent leurs conditions et déclenchent une grève illimitée



Ça grogne à CIMTOGO dans la zone portuaire de Lomé depuis le début de la semaine. Les 280 agents lucratifs de la société productrice du ciment du Togo se disent excédés par les conditions dans lesquelles ils travaillent. Ils ont entamé mardi une grève illimitée non seulement pour manifester leur indignation mais aussi crier le haro sur « l'exploitation de l'homme par l'homme » qui s'érigerait en règle dans cette société.

Les agents lucratifs de la session chargeable à CIMTOGO sont les employés qui se chargent du chargement du ciment à CIMTOGO. Avec 8 heures de temps de travail par jour, ces agents sont payés entre 6000 et 9000F par semaine. Ce qui équivaut à un salaire mensuel en-deçà de 30.000Fcfa, par moment.

Selon les exigences du service, deux agents doivent charger un Titan. Des heures supplémentaires « impayées » n'en manquent pas. Elles sont souvent observées pendant la nuit où les employés travaillent de 14 heures à 00 heure.

« Cela fait déjà 5 ans que je travaille ici mais jusque-là je n'ai même pu m'acheter un seul rayon du vélo. Parce que mon

perdiem, (je préfère l'appeler comme ça) n'atteint pas 30.000F. Nous travaillons 8 heures par jour et parfois plus et à la fin du mois un individu se pointe, nous appelle un à un et nous tend des enveloppes ne contenant pas grand-chose », a raconté un agent.

C'est pour exprimer leur mécontentement que ces chargeurs décident de faire tourner les activités de la société au ralenti. Une façon pour eux de mettre la pression pour que leurs conditions soient améliorées.

« Nous réclamons seulement l'augmentation de salaire ou la fixation d'un salaire de base, le paiement des primes de salissure, de chargement, les indemnités du déplacement et le suivi médical », a déclaré Komlan Tongo, l'un des agents qui ajoute que la grève sera continuelle si la bonne décision n'est pas prise par l'employeur.

{loadmoduleid 210}

Aux dernières nouvelles, le directeur des ressources humaines de la société, Jean Adolehoume serait rentré en discussion avec le Porte-parole des agents. Mais là aussi on dénonce une farce de « l'opresseur ».

« On a tant pris notre mal en patience et ce n'est pas la première fois que nous réclamons nos droits. Nous espérons plutôt l'arrivée du Directeur général pour lui soumettre nos revendications. Ces collaborateurs connaissent nos problèmes mais depuis là ils n'ont trouvé aucune solution.», a ajouté M. Tongo.

Mardi matin, l'accès à l'enceinte de CIMTOGO a été interdit aux médias qui suivaient le mouvement, alors qu'ils cherchaient à recueillir la version des responsables de la société.